



**SYNTHÈSE**

# QUAND LA LUTTE L'EMPORTE

**UNE DÉCENNIE DE VICTOIRES DES LUTTES LOCALES  
CONTRE DES PROJETS IMPOSÉS ET POLLUANTS**



**NOVEMBRE 2024**

# DES CENTAINES DE VICTOIRES LOCALES... ET DISCRÈTES



L'émergence spontanée de centaines de luttes locales à travers le territoire a souvent été qualifiée de nébuleuse, « *un mouvement social qui s'ignore* » au vu de la multiplicité de ses formes d'organisation et de la pluralité de ces combats. En 2018, le collectif scientifique « Les Plumes dans le Goudron » écrivait que les mouvements d'opposition contre les GPlI constituent « *un mouvement social décentralisé, en cours d'organisation* ». **Trois ans plus tard, dans son rapport les Davids s'organisent contre Goliath**, Kevin Vacher observe « *un mouvement social qui s'ignore de moins en moins, proposant un contre-discours face à un capitalisme prédateur qui ne cesse de s'étendre* ».

Depuis, les choses ont encore évolué : la naissance et la massification du mouvement des Soulèvements de la terre, l'identification de plus de **600 luttes sur la carte de Reporterre**, l'émergence de coalitions régionales ou thématiques structurées comme la Déroute des Routes contre les projets routiers, sont autant d'indices publics démontrant une coopération inter-luttes qui se renforce. En suivant cette trame, **nous défendons l'idée selon laquelle ce mouvement social a désormais bien conscience de lui-même, et que ses victoires contribuent à la structuration des prémisses d'un réseau décentralisé d'entraide et de résistance.**

Parmi elles : le Larzac, Plogoff, Notre Dame des Landes... sont gravés dans la mémoire militante comme des moments où David a triomphé sur Goliath. Mais comme l'observe l'historien Jean-Baptiste Fressoz **dans une tribune dans le Monde paru en 2023**, « *en dehors des grandes victoires passées à la postérité, l'essentiel des combats écologistes est tombé dans l'oubli* ».

Pourtant, derrière ces grands combats emblématiques se cachent aussi des centaines de victoires locales, rien que 162 depuis 2014 !



Si nous qualifierions ici la victoire comme **l'abandon** d'un projet d'aménagement, toutes ces luttes ont permis de préserver des terres et des zones humides cruciales à la biodiversité et à la séquestration de CO2, de faire vivre une agriculture paysanne, de faire fleurir des modes de subsistance et de vie inventifs, en marge des systèmes marchands et spéculateurs, de donner refuge à des personnes marginalisées, et bien d'autres choses encore.

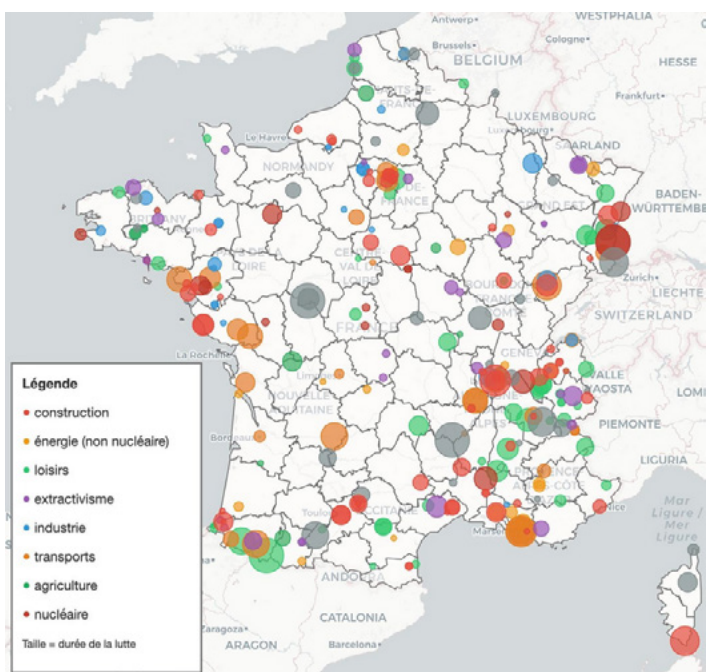
**Nous avons voulu avec cette étude mieux visibilité la force de ces centaines de combats locaux trop souvent oubliés, mais aussi nous interroger** : quels sont les traits communs des victoires des luttes ? Quelles ont été leurs stratégies et leurs moyens d'action ? Quels impacts ont-elles eu au-delà de la seule victoire, et dessinent-elles ensemble, les contours d'un mouvement d'entraide puissant apte à changer la donne ?

**Pour répondre à ces questions, nous avons conduit une enquête qualitative s'étalant entre avril et novembre 2024.** Ce projet de recherche n'aurait pas été possible sans le travail de compilation de données par l'équipe de Silence et de l'ENS, qui avait préalablement réalisé une base de données des victoires des luttes écologiques en France entre 1970 et 2022. Notre analyse s'appuie sur l'expérience de 42 collectifs dont la victoire a eu lieu entre 2014 et 2024. Nous les avons interrogés durant des entretiens semi-directifs allant d'1h30 à une journée. Le choix des collectifs rencontrés a été réalisé en veillant à garantir la diversité des terrains d'enquête, qu'ils s'agisse de la situation géographique des luttes, du type d'espace dans lequel elles se déploient, du type de projet concerné, des formes de mobilisations.

Ce rapport a été rédigé à la suite d'une enquête menée pendant sept mois par Gaëtan Renaud auprès des collectifs et associations. Il a été commandité par l'association Terres de Luttes et la revue Silence, et mené en partenariat avec une équipe de recherche en sciences sociales (coordonnée par Gaele Ronsin [ENS]).

# MAIS QU'EST CE QU'UNE VICTOIRE ?

## CARTOGRAPHIE DES PROJETS ABANDONNÉS PAR SECTEUR ET TEMPS DE LA LUTTE (1972 - 2024) :



**Nous proposons de nous intéresser aux luttes victorieuses du point de vue des collectifs, de ce qu'ils ont vécu sur leur chemin militant.** Toutes les citations en italique et entre guillemets dans la suite de ce texte, nombreuses, sont ainsi des phrases directement issues des entretiens. Cette approche nous défend de standardiser la lutte comme un processus linéaire et qui pourrait être reproduit indépendamment d'un réseau ou d'un territoire. **Au contraire, en déconstruisant cette idée d'une « recette de lutte », nous essayons ici de trouver dans l'hétérogénéité des cas étudiés un sens commun.**

Ce que nous avons appelé victoire dans un premier temps, pour baser notre étude, est l'abandon du projet imposé et polluant contre lequel lutte un collectif, et que le collectif lui-même admette de parler de victoire (même si elle est temporaire ou partielle). Nous reviendrons dans la partie 3 sur les débats stratégiques sur la notion même de victoire.

L'analyse présentée ici se concentre sur la période 2014-2024, nous avons retenu et actualisé les données relatives à **162 cas de victoires**, parmi lesquels nous avons étudié en profondeur 42 cas à travers des entretiens semi-directifs. Plus de la moitié des cas étudiés (54%) sont des collectifs créés spécifiquement pour l'occasion, et qui se structurent ensuite en association.

Nos analyses révèlent une diversité significative des secteurs impactés par les mobilisations environnementales, chacun présentant des dynamiques distinctes. La construction et les zones d'activités dominent le paysage des contestations, avec une multiplication des victoires contre les centres commerciaux, plateformes logistiques, et autres projets d'artificialisation d'espaces naturels. Dans le domaine énergétique, la résistance s'étend désormais au-delà des énergies fossiles pour englober certains projets d'énergies "renouvelables" considérés comme mal intégrés. Les infrastructures de transport, particulièrement routières et aéroportuaires, se distinguent par des périodes de contestation particulièrement longues. Le secteur industriel connaît une montée des oppositions, notamment concernant l'extraction de ressources et la gestion des déchets, tandis que les projets de loisirs maintiennent un niveau constant de contestation, ciblant principalement les aménagements touristiques et sportifs jugés excessifs tant sur le plan environnemental que financier.



# COMMENT L'ANCRAGE TERRITORIAL PERMET L'ÉMERGENCE DE NOS LUTTES ?



# RÉAGIR FACE À UN ADVERSAIRE OPAQUE ET CONQUÉRANT

## GOLIATH : UN CONQUÉRANT

C'est de loin le résultat le plus saisissant qui ressort de notre questionnaire : à la question « **avez-vous pu établir un dialogue avec le porteur de projet ?** », il n'y a **aucune réponse positive des collectifs rencontrés**. Si, dans certains cas, un dialogue a pu s'établir alors celui-ci est vite écourté et devient rapidement « une joute verbale interposée par les journaux ». Dans la majorité des cas étudiés, **le projet a été pensé comme « une conquête »**, avec une étude du territoire par le porteur de projet, de sa résistance potentielle, des arguments qui pourront y être développés, et une forme de « recette » qui devrait permettre l'implantation facile du projet. Cette pratique s'inscrit dans une logique de maximisation du rapport coût-bénéfice où les faiblesses territoriales deviennent des atouts pour l'implantation.

**Les projets sont portés par des professionnels de la préfaisabilité qui ciblent particulièrement les zones combinant plusieurs caractéristiques favorables :**

- Une gouvernance locale jugée conciliante, voire complaisante
- Des prix fonciers modérés
- Une faible densité démographique limitant les oppositions potentielles
- Des besoins économiques locaux rendant le territoire plus enclin à accepter des compromis.

En parlant de sa lutte contre l'exploitation de nouveaux forages de gaz de houille en Moselle, **une militante explique** « *ils sont arrivés dans une région qui était en décroissance industrielle... ce projet n'aurait jamais vu le jour dans l'ouest de la France* ».



La puissance de Goliath et de ses promesses est particulièrement prégnante. Les engagements sont multiples, plus d'emplois, peu d'impacts environnementaux, une attractivité accrue, et toujours la promesse de s'y tenir. **Engagements qui seront pourtant remis en cause, diminués, mal évalués, et bien rarement soutenus dans la durée.** Une fracture sociale, économique et environnementale se révèle systématiquement, une réelle déconnexion entre le projet et le territoire.

Il s'agit à chaque fois de puiser dans le territoire des ressources naturelles ou de l'espace et d'y imposer une vision économique qui pille et détruit.



C'est le cas de l'implantation de Nestlé à Vittel, où en 2016, quatre associations locales découvrent que depuis 40 ans, les prélèvements d'eau dépassent la capacité de recharge naturelle de la nappe profonde. Face au déficit, un projet de pipeline est proposé pour alimenter la ville en eau potable depuis un territoire voisin, soulevant l'indignation des militant-e-es qui dénoncent l'absurdité de devoir « aller chercher de l'eau ailleurs », sachant que 350.000 m<sup>3</sup> de déchets d'embouteillages sont déjà enterrés dans les souterrains vosgiens»



Dans le village de Fontiers-Cabardès (450 habitants), dans l'Aude, un projet de golf luxueux porté par Catherine Lacoste, héritière de la marque Lacoste et ancienne championne de golf, cristallise depuis 2011 les tensions entre deux visions antagonistes du territoire.

« Un golf à 300 millions d'euros. Avec 123 maisons et villas, 165 appartements, un hôtel 4 étoiles de 80 chambres et, par exemple, un hélicoptère. Donc, on a coutume de dire que c'est à peu près le budget du Stade de France. Donc là, elle vient amener un projet de cet ordre de grandeur. Dans un petit village de 400 habitants. »

Pour rappel, un golf de ce *standing* nécessite une consommation moyenne de 5.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour, soit la production nécessaire à la satisfaction des besoins d'une collectivité de 12.000 habitants.

## UN GOLIATH AUX MULTIPLES VISAGES

Dans les 42 victoires étudiées, on peut compter 12 projets portés par le secteur public, 16 par le secteur privé (dont 6 par des multinationales), et 14 pour le secteur 'mixte' (public/privé). Sans pouvoir en tirer une conclusion quantitative globale au vu des milliers de luttes locales menées, on peut en tout cas noter que **les collectifs en lutte arrivent à remporter des victoires contre tous types d'acteurs, que ce soit contre l'Etat, un maire, une multinationale, ou un portage mixte.**

En fonction des porteurs, les leviers de luttes vont parfois varier, l'acteur public ayant des intérêts souvent électoralistes, le privé économique, et l'alliance des deux pouvant être fragilisée par une remise en question de l'intérêt public du projet.

## DES PROJETS QUI PIÉTINENT LA DÉMOCRATIE

**Il y a toujours une désinformation ou une minimisation des impacts qui se joue** sur les mots, ce qui explique la difficulté des militant-e-s à récolter des informations sur les projets et mobiliser en conséquence. Les porteurs de projet parlent de « contournement » pour une autoroute, de « griso » pour du gaz de couche, de « retenue d'eau » (eau de ruissellement) alors qu'il s'agit d'une bassine (eau potable), de « d'énergie locale » alors qu'il s'agit de projets industriels, de « hangar » pour parler de zones logistiques, ou de « **souveraineté alimentaire** » pour accueillir une méga-sucrerie de betterave portée par une société dubaïote.





La genèse de la lutte contre le projet d'entrepôt Amazon à Fournès illustre de manière emblématique ces mécanismes opaques. En janvier 2019, c'est lors d'une présentation des vœux municipaux qu'un opposant, pharmacien et éducateur sportif, découvre l'existence d'un mystérieux «hangar à camions» devant s'implanter à 200 mètres du village. Le caractère délibérément flou de cette annonce - des phrases sibyllines évoquant «quelques passages de camions» - et l'absence totale de mention du véritable commanditaire, Amazon, dissimulé derrière son «cheval de Troie» le promoteur Argan, sont révélateurs d'une stratégie délibérée d'évitement du débat public.

Ce processus révèle une asymétrie informationnelle significative entre les parties prenantes. Cette absence d'information est vécue par les habitant.es comme un réel déni de démocratie. En réaction, comme dans l'exemple de l'Amazon de Fournès, un noyau d'habitant.es vigilants se constitue.

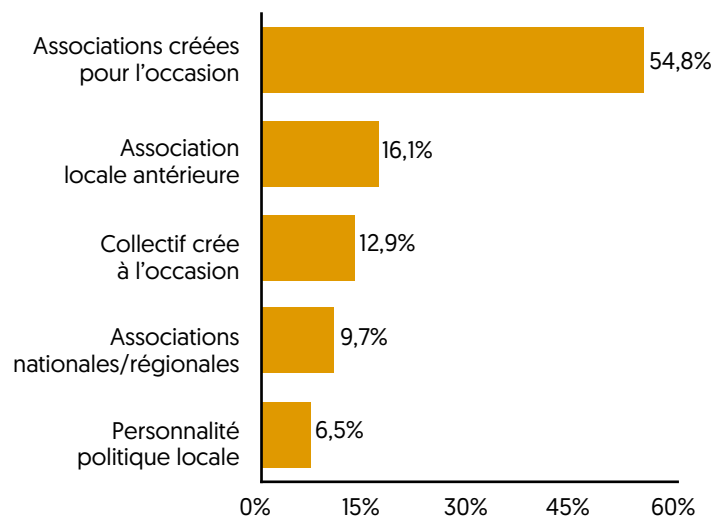
## S'ALLIER ET S'OPPOSER

**Les personnes mobilisées contre ces projets inutiles et imposés sont avant tout des citoyen-nés, des habitant-e-s, des riverain-e-.** C'est ainsi qu'elles se décrivent lorsqu'on les interroge. [[Les David s'organisent contre Goliath](#), p21]

Souvent pour commencer ce sont de petits groupes de 4 à 15 personnes, puis s'ensuit un groupe plus large de plusieurs dizaines de personnes sur de l'aide ponctuelle et enfin un cercle plus grand de sympathisant-e-s. Au sein des collectifs rencontrés, on retrouve une grande pluralité de sensibilités politiques, de milieux sociaux et de niveaux d'expérience militante, « des gens issus de l'écologie, des gens engagés globalement », mais aussi « des riverains » et « des citoyens lambda », où les « néo-militants » travaillent aux côtés de militant-e-s plus aguerri-e-s.

**Cette volonté d'horizontalité se traduit aussi par une organisation en petits "groupes de travail" plus autonomes, chargés de sujets spécifiques.** Une militante explique : « On a rapidement décidé de créer un groupe de coordination avec des gens des associations motivés [...] pour être plus opérationnel, on a aussi créé un groupe de travail avec une personne de chaque asso prête à s'engager et concrétiser des actions. » [E24]. Ce mode de fonctionnement permet une gestion très souple des priorités. Autre dénominateur commun des collectifs ou associations : le choix assumé de se positionner en dehors des partis politiques. S'ils nouent des alliances ponctuelles avec certain-e-s élu-e-s, c'est toujours dans une logique transpartisane : « On a toujours fait attention, surtout en période électorale, de ne pas s'engager politiquement, de

## CHOIX DE STRUCTURATION DES COLLECTIFS EN LUTTE



faire abstraction des positions politiques des uns et des autres... » L'objectif est d'éviter d'être « catalogué » et de pouvoir s'adresser à tous les publics.

**Enfin il apparaît que la « victoire » dépend fortement de la résilience d'un groupe face à des stratégies de dissuasion, de décrédibilisation, et d'intimidation de la part des « adversaires », mais aussi face à l'épuisement militant.** Ainsi, la question du «soin» apporté aux relations humaines apparaît en effet comme un élément central dans la réussite des collectifs. Cela passe par une grande attention portée aux émotions, aux besoins et au bien-être de chacun des membres.

« Les gens pouvaient être eux-mêmes. C'est quelque chose qu'on a beaucoup travaillé, c'est des dynamiques à mettre en place [...] Il y avait quatre piliers qui, pour moi, sont clés dans la lutte : se faire confiance, mettre les égos de côté, mettre les a priori de côté, et veillons les uns sur les autres. »

**Concrètement, cela se traduit d'abord par un effort constant de convivialité.**

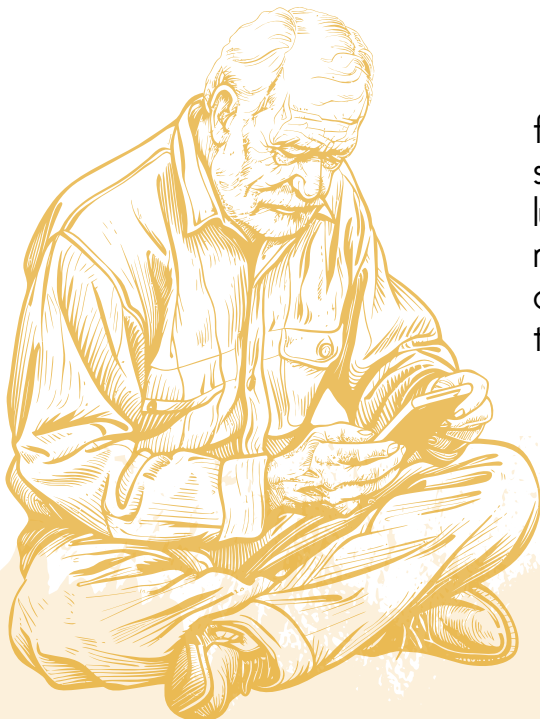
Un militant breton insiste sur ces temps « *festifs mais pas que* », qui permettent de se retrouver dans un cadre informel et détendu. Mais aussi par la mise en place d'espaces dédiés au partage des ressentis et à la régulation des relations. Comme à Saint-Jean-de-Luz, où le collectif organisait des temps pour "discuter de ce qui allait, ce qui n'allait pas, de ce qu'on vivait" et "réguler certaines tensions".

**Toutes ces pratiques créent un climat de confiance et de bienveillance propice à l'engagement sur la durée.** Ils permettent aussi de prévenir l'épuisement militant et de gérer les inévitables conflits qui traversent tout collectif. C'est finalement un véritable travail de "maintenance" des relations qui se joue là, sans lequel aucune victoire politique ne paraît possible.



## NOS COLLECTIFS EXPERTS

**Comme il y a systématiquement une invisibilisation, une désinformation ou une minimisation du projet et de ses impacts, une compréhension technique du projet est le premier axe de travail pour les collectifs et associations.**



« L'une des choses qui font que la lutte a été difficile, de mon point de vue, c'est qu'on est parti-e-s sans rien connaître de ce qu'on pouvait faire pour lutter. Rien. On ne connaissait pas le code minier. On ne savait pas ce qu'était une enquête publique. On a vraiment réinventé l'eau froide pendant les deux, trois premières années. »



## UN TRAVAIL COLOSSAL

Dans **toutes** les victoires étudiées, un travail méticuleux de construction d'un argumentaire permet de prouver le caractère « **non essentiel** » d'un projet. Face aux postures des institutions étatiques qui se veulent « **impartiales** », cet argumentaire des opposant-e-s se construit de la manière la plus systémique possible, c'est à dire en prenant en compte tous les éléments environnementaux (sols, eaux,...), sociaux (emplois dégradés), économiques (faibles retombées, endettement...), ou politiques (devoir de cohérence des élu.es). Il y a autant de raisons de s'opposer à un projet qu'il y a de conséquences néfastes.

## REPRISE DE SAVOIR

*« On était très nombreux à se sentir dépossédés du vivant qui nous entoure. Et là, on redonnait une place à tous les citoyens. Ils avaient des clés de compréhension pour pouvoir méditer. Le fait qu'on redonne accès à des connaissances qui étaient réservées à des professionnel-le-s. Ça, je pense que c'était hyper important. »*

La montée en compétences va bien au-delà d'une délégation du travail d'expertise aux scientifiques. **Le collectif s'approprie ces savoirs, les traduit en arguments compréhensibles, les met en relation avec la réalité locale.** Un véritable dialogue s'instaure entre savoirs scientifiques et connaissances de terrain.



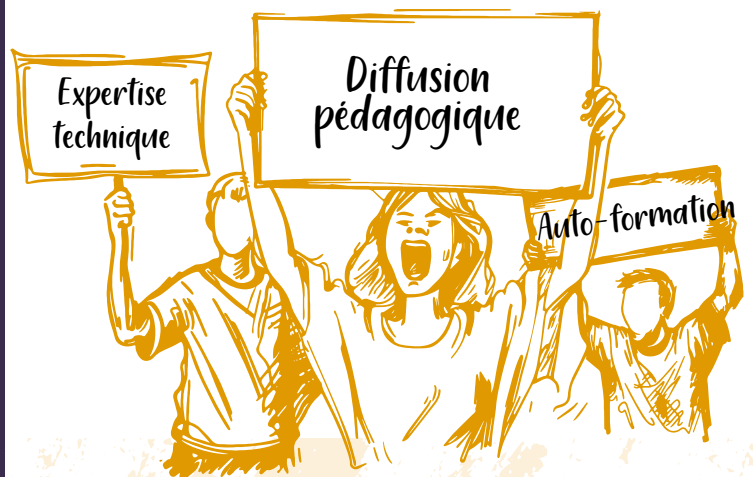
La lutte contre la méga-scierie de Lannemezan révèle comment l'articulation de différents savoirs sont appropriés par les militant-e-s. Premièrement, le collectif « *Touche pas à ma forêt* » s'est construit sur une base d'expertise technique plurielle : « *filière bois* » portée par un forestier capable d'expliquer les enjeux techniques, « *filière naturaliste* » et une analyse sociale des enjeux d'emploi. Cette hybridation des savoirs a permis de déconstruire les chiffres du projet : « *eux ils jouaient sur la quantité de bois en sortie d'usine [...] mais nous, ce qui nous inquiétait, c'est combien d'arbres ils allaient couper* ». Ensuite, le collectif a développé une stratégie de diffusion des savoirs à travers des « *marches pédagogiques* ». Comme l'explique une habitante, l'objectif était de « *remettre des connaissances forestières dans l'espace public* » et de « *redonner une place aux citoyens* » face à des savoirs souvent « *réservés à des professionnels* ».



Dans la lutte contre les bassines de la Clusaz, les militant-e-s se rendent rapidement compte que ce n'est pas juste la question d'une bassine qui est en jeu, mais bien toute une dynamique territoriale autour du tourisme :

*« [Les bassines] c'était pour faire de la neige artificielle, mais derrière l'histoire de la neige artificielle il y a encore quelque chose qui se cache c'est l'histoire des promoteurs immobiliers. Il faut leur garantir la neige donc pour leur garantir la neige il faut fabriquer la neige puisque avec le changement climatique on n'est pas sûr d'en avoir toujours. C'est un peu ce grand cercle vicieux : il faut faire des bassines pour produire de la neige pour satisfaire les promoteurs immobiliers et les clients qui vont acheter leurs promotions [...] Rapidement on a réalisé que c'est tout le territoire qui allait être impacté. »*

Cette triple mobilisation des savoirs - expertise technique, diffusion pédagogique et auto-formation collective - contribue de manière décisive à la reconnaissance du collectif comme « **interlocuteur légitime** ». **En ce sens, la montée en compétences n'est pas qu'un outil dans la lutte** : elle est aussi une victoire en soi, qui transforme durablement les capacités d'action collective des habitants. Au-delà des cas cités, elle est toujours observable, quoique avec une diversité de méthodologies.



# TRADUIRE ET DIFFUSER L'INFORMATION

Suite à la construction d'une expertise technique approfondie, souvent grâce à l'appui d'organisations spécialisées comme des collectifs naturalistes ou scientifiques, l'enjeu est de diffuser ces informations pour les transformer en savoir populaire.

**PROJET MONTAGNE D'OR**  
COMMENT LA MÉGA-INDUSTRIE DE L'OR VEUT MINER LA SANTÉ, L'ÉNERGIE & LA FORÊT GUYANAISE

**LA GUYANE**  
50% de la biodiversité française  
1 700 espèces d'arbres  
718 espèces d'insectes  
480 poissons d'eau douce  
107 mammifères terrestres

**ÉNERGIE**  
+30 MW = 100% de la consommation de Guyane

**EMPREINTE CO2**  
+50% de production de gaz à effet de serre (CO2) par habitant

**LA CHIMIE**  
12 000 tonnes de produits chimiques  
13 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques

**RISQUES**  
13 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques

**LA FOSSE**  
12 tonnes de déchets  
Superficie: 100 000 m<sup>2</sup>  
Profondeur: 100 m

**LES DÉCHETS**  
80 000 kg par an  
100 tonnes de déchets  
100 tonnes de déchets  
100 tonnes de déchets

**FISCALITÉ**  
2% de taxe minière  
6,7 tonnes d'or par an soit 0,4 m<sup>3</sup>

**PRÉCARITÉ**  
1,8 g d'or par tonne de roche broyée  
Par consommation de 200 g d'or  
pour une production annuelle de 100 tonnes

**TENUEUR**  
1,8 g d'or par tonne de roche broyée  
Par consommation de 200 g d'or  
pour une production annuelle de 100 tonnes

**USINE DE TRAITEMENT**  
470 000 litres d'eau par heure  
12 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques  
1 000 tonnes de produits chimiques

La mobilisation contre le projet mine d'or en Guyane en est l'exemple le plus parlant : D'abord, l'expertise technique a permis de déconstruire les chiffres avancés par l'entreprise minière, notamment sur la consommation d'eau (470 000 litres/heure) ou l'utilisation de produits toxiques (10 tonnes de cyanure/jour). Le collectif a fait de même concernant la déforestation. L'infographie synthétisant les impacts du projet est présentée comme un tournant : « C'est tellement complexe un dossier comme ça [...] qu'on a décidé de faire cette infographie [...] en une page on arrive à connaître toutes les absurdités du projet ». Cette infographie a été largement diffusée et traduite, permettant à « chacun de voir midi à sa porte » selon ses préoccupations (impacts environnementaux, retombées économiques, prise des terres autochtones etc.) L'efficacité de cette traduction s'est manifestée dans l'évolution de l'opinion publique. Au début du projet, seuls « 3-4% d'opinions » étaient favorables au collectif. Après le débat public, « 75% des gens considéraient que le projet Montagne d'Or était dangereux et 69% étaient opposés ».

La diffusion d'une expertise technique construite passe par plusieurs canaux complémentaires qui permettent d'atteindre différents publics et de renforcer la légitimité du mouvement.

Qu'il s'agisse de tractage masse comme dans la lutte contre Vélodrome Arena, où les militant.es ont distribué "17 000 tracts en 15 jours", avec une stratégie très organisée, ou de la diffusion via un symbole populaire comme dans la lutte pour la protection des Barthes (des prairies humides typiques le long de l'Adour), constituant un écosystème spécifique., où les militants ont joué sur l'homophonie avec "Bart" Simpson pour créer une identité visuelle forte et accessible.

## DÉTRÔNER GOLIATH

Si les grands projets d'aménagement sont perçus comme portés par des acteurs économiques puissants aux moyens considérables (le budget d'un projet abandonné est en moyenne de 540 millions d'euros), leur analyse du terrain s'avère souvent baclée, tronquée, fautive ou falsifiée. C'est précisément la constitution d'une opposition structurée et argumentée qui permet de mettre en lumière ces faiblesses et d'obtenir l'abandon des projets. Sans cette mobilisation, ces projets mal ficelés auraient pu voir le jour malgré tout, avec des conséquences environnementales désastreuses. Par ailleurs, cette fragilité des porteurs de projets ne doit pas masquer la puissance des soutiens institutionnels dont ils bénéficient souvent, notamment de la part des élu-e-s



locaux et des préfetures. Comme le résume un préfet cité par un des militants : « Ce projet c'est une bêtise et juridiquement vous aurez raison, mais moi politiquement je ne peux pas ne pas l'autoriser ». Face aux postures d'Etat, la victoire nécessite donc toujours une mobilisation déterminée, même face à des porteurs de projets défailnants. Cette analyse invite finalement à repenser la figure du « Goliath ». Elle suggère que l'enjeu n'est peut-être pas tant de s'opposer à des «grands méchants» que de déconstruire un modèle de développement territorial porté collectivement par différents acteurs : le véritable soutien venant de tout un écosystème d'acteurs (élu-e-s locaux, services de l'Etat, investisseurs...). Il s'agira dès lors de mobiliser habilement un panel de moyens larges.

# SYNCHRONISER LES TACTIQUES ET ALLIÉS DE LA LUTTE UNE LIGNE DE CRÊTE PÉRILLEUSE MAIS GAGNANTE



Au vu des entretiens, il est clair que de nombreuses tactiques sont employées par les collectifs, le levier juridique comme médiatique, la mobilisation de rue comme le développement d'argumentaires techniques, et bien d'autres. **La notion de diversité des tactiques est bien confirmée à travers nos analyses.**

**Néanmoins, nous parlons ici de synchronicité des tactiques :** en effet, nous observons que pour beaucoup de collectifs la coordination de la stratégie se fait plutôt a posteriori, et qu'ils mettent en place des trésors d'ingéniosité pour synchroniser ce qui existe déjà, les forces en présence et leurs actions. Il ne s'agit pas d'imposer une direction centralisée - qui nierait la richesse de la diversité tactique - mais de créer les conditions d'une intelligence collective.

« C'est comme un artisan avec sa caisse à outils et il peut pas dire le meilleur outil c'est le marteau il va dire en fait il y a le marteau, le tournevis, le mètre, la lime, le machin, et en fait, le bon collectif militant c'est le collectif qui sait qu'il a différents outils et qui sait bien utiliser chaque outil et identifier dans quelle situation l'outil est adapté. »



## UNE SYNCHRONISATION A POSTERIORI MAIS EFFICACE DES DIFFÉRENTS LEVIERS D'ACTION

**Comment faire en sorte que le temps long des recours juridiques dialogue avec l'immédiateté des actions directes, la construction d'argumentaires techniques s'articule avec le rythme soutenu de la communication médiatique ? Pour rappel, la moyenne du temps d'une lutte victorieuse dans notre base de données est de 7 ans.** « Ça fait un cercle vertueux [...] faire des rassemblements ça fait aussi venir des journalistes [...] ça fait aussi de l'argent pour lequel tu peux faire des recours et quand tu fais des recours tu travailles même si on les gagne pas, on travaille les dossiers, on gagne de l'expertise. »

## UNE UTILISATION QUASI UNANIME DES RECOURS JURIDIQUES

**Le recours juridique est utilisé dans 80% des cas, faisant de cet « outil » une véritable arme des luttes locales.**

Mais ce travail juridique permet aussi systématiquement d'alimenter la lutte sur d'autres aspects, la crédibilité auprès des institutions, le développement de l'expertise technique, l'utilisation des recours comme stratégie de feuilleton médiatique, la levée de fonds, ou le simple fait de gagner du temps.

**Concrètement, l'on observe que dans les 34 cas d'études ayant porté un recours, l'expertise technique et l'analyse minutieuse des dossiers sont d'abord réalisées par les militant-e-s, l'avocat-e n'ayant plus qu'à "traduire" ces éléments en langage juridique.**

Si un recours coûte entre 3000-5000 euros, les frais d'avocat peuvent être encore plus conséquents - plus de 100 000 euros sur 17 ans de lutte dans le cas du centre commercial Val Tolosa. Les collectifs doivent donc développer des stratégies de financement participatif et s'appuyer sur des avocat-e-s militant-e-s qui proposent des tarifs adaptés.

**Le travail juridique permet également de révéler régulièrement le caractère incomplet des études d'impact, et d'appuyer les argumentaires :** « On s'est aperçu à la fin [...] comme c'est un terrain en pente, c'est une tête de bassin versant, [...] ils voulaient prendre de la terre en haut pour la mettre en bas. Mais quand tu as des zones humides, ça ne peut pas marcher ». L'utilisation du droit produit également des effets au-delà des seules victoires juridiques. Elle contribue à crédibiliser les oppositions et à leur donner une légitimité institutionnelle.

Comme le note un militant : « maintenant les maires intègrent dans leur budget une somme pour les recours juridiques [...] ça envoie aussi un message aux élus locaux qu'il y a toujours des citoyens pour se monter contre un projet »

# LES OCCUPATIONS ET BLOCAGES POUR ASSUMER LE RAPPORT DE FORCE ET GAGNER DU TEMPS

**Comment articuler le temps long des procédures administratives et juridiques avec l'urgence d'empêcher des travaux qui, une fois réalisés, rendraient toute victoire illusoire ?** En effet, le blocage intervient dans 30% des cas étudiés comme une réponse à l'avancée inexorable des procédures administratives.

**La menace d'une possible installation de ZAD joue un rôle particulier dans la temporalité des luttes**, notamment en pesant sur les décisions politiques. Si l'installation d'une ZAD n'est que visible dans 4 cas d'études, une dizaine de personnes relèvent que si la lutte n'avait pas été abandonnée avant, l'option ZAD était loin d'être exclue.

Le cas de l'A45 révèle comment la menace d'une ZAD a été reprise après une mobilisation de 9000 personnes. Le moment clé s'articule autour d'un article du Progrès qui an-

nonce qu'une ZAD va s'installer sur le tracé.

L'origine de cette information reste mystérieuse, mais face à cet article, les opposants adoptent une posture sophistiquée de non-dénégation. Plutôt que de démentir l'information, ils choisissent de maintenir une forme d'ambiguïté stratégique. Comme l'explique un militant : « *Par contre, on n'a jamais démenti. Du coup, après cet article-là, il y a plein de journalistes qui m'appellent [...] Je dis, écoutez, je crois qu'on a fait une démonstration le 7 et 8 juillet. Maintenant, la balle, elle n'est plus dans notre camp.* »

Cette réponse illustre parfaitement l'art de maintenir une menace sans jamais l'expliciter, sans avoir pour un collectif à s'engager formellement dans cette voie - là où le collectif contre l'A45 aurait pu le faire. La non-dénégation permet ici de maintenir une pression maximale avec un minimum d'engagement.



## LA MÉDIATISATION, PASSAGE OBLIGÉ NÉCESSITANT DES STRATÉGIES DE CONTOURNEMENT

**La presse quotidienne régionale (PQR) est systématiquement sollicitée et utilisée par les luttes étudiées.** Les militant-e-s développent des relations suivies avec les correspondants locaux, à travers des communiqués réguliers et l'organisation d'événements médiatiques. Cependant, on observe une hostilité fréquente voire des "blackout" de la PQR (dans les cas du D-Day Land ou de l'usine de Bridor), la proximité de certains titres avec les pouvoirs locaux limitant leur capacité critique selon les collectifs.

**Ceux-ci cherchent alors à mobiliser des médias plus indépendants et critiques.** Des titres comme Basta!, Reporterre, La Relève et la Peste, Mediapart ou Splann permettent d'inscrire les luttes locales dans des problématiques plus larges et sont largement sollicités. Le feuilleton médiatique est utilisé en fonction des besoins du collectif, que ce soit pour faire venir des militant-e-s d'autres régions pour une manifestation ou maintenir une pression médiatique sur la durée et lors de moments clés.

## LA RÉALISATION DE CONTRE-ARGUMENTAIRES ET DE CONTRE PROJETS DE TERRITOIRES, UN OUTIL RÉCURRENT

La plupart des collectifs ont eu à cœur de montrer qu'ils proposent des alternatives et des solutions, pour répondre aux argumentaires les taxant d'anti-tout... avec parfois de l'inventivité.

**Aux Barthes de Mouguerre, les militant-e-s ont retourné l'argument de l'emploi contre les élus.** Lors d'une action symbolique ils ont déposé « 300 paires de chaussures » devant le siège de l'agglomération avec une banderole indiquant « artificialisation impossible des Barthes, 300 emplois locaux menacés ». Le message était clair : en s'obstinant à vouloir installer l'entreprise sur un terrain où l'artificialisation était légalement impossible, c'était l'agglomération qui mettait en danger les emplois.

**Autre tactique visible dans de nombreux cas ces dernières années, la démonstration de la non-viabilité économique est un levier d'opposition particulièrement efficace.** Que ce soit en démontrant la réalité du peu d'emplois créés (contre Amazon à Rouen), le dépassement du budget maximal du projet (Bretignolles-sur-Mer) ou l'absurdité des prévisions de fréquentation du Surf parc de Saint-Jean-de-Luz, les collectifs ont su appuyer sur ces cordes sensibles pour les élu-e-s locaux et les investisseurs, plus sensibles que les seules préoccupations environnementales.

Dans ces cas, le temps joue en faveur des opposant-e-s car il permet de révéler la fragilité des montages financiers ... et que les collectifs savent révéler les bonnes informations au bon moment. Dans le cas de Bretignolles, la divulgation des documents sur les dépassements de coûts est synchronisée avec le changement de présidence de la communauté de communes, maximisant son impact politique. À Rouen, les militants attendent la période de consultation publique pour publier leur analyse détaillée des failles du business plan d'Amazon.



La synchronicité des tactiques est ici particulièrement importante, parce qu'elle permet de faire converger les bons outils au bon moment.



## LA SYNCHRONISATION, UNE CLEF STRATÉGIQUE MAJEURE DES VICTOIRES OBSERVÉES :

**Jongler entre les modes d'action pour tenir sur la durée est une stratégie quasi toujours observée et consciencisée par les collectifs ayant gagné leur lutte ces dernières années.** Que ce soit avec la publication d'une analyse naturaliste par un collectif dédié peu après une mobilisation qui avait épuisé les militant-e-s et particulièrement les paysan-ne-s (contre l'autoroute A45) ; ou en allant occuper le terrain après le dépôt du recours juridique par d'autres personnes de la lutte (à la Clusaz contre les bassines pour le ski) :

**La répartition des rôles constitue un autre aspect crucial de cette synchronisation.** Chaque groupe peut se concentrer sur ce qu'il fait le mieux - expertise technique pour certaines associations, mobilisation locale pour d'autres, actions médiatiques pour d'autres encore - tout en s'assurant que ces différentes interventions s'articulent de manière cohérente.

La synchronisation implique également une attention particulière à la communication entre groupes. Au-delà des espaces formels de coordination, des canaux de communication fluides doivent permettre des ajustements rapides

**La lutte contre le poulailler industriel de Langoëlan** a par exemple particulièrement bien combiné les leviers juridique, financier, médiatique et scientifique - en dévoilant une semaine avant de la procédure juridique la présence d'une espèce protégée (l'escargot de Quimper) pour que la partie adverse ne puisse réagir, ou encore en convain-

quant le Crédit Agricole de suspendre son prêt à un moment crucial de l'autorisation de travaux pressentie, le tout en maintenant un feuilleton médiatique continu.



**C'est donc un des résultats les plus marquants de cette étude : toutes les luttes victorieuses interrogées ont vu émerger une confluence entre différentes tactiques qui, sans être nécessairement coordonnées a priori, se sont renforcées mutuellement.** Les collectifs, conscients de ces interdépendances, ont su maintenir une souplesse organisationnelle permettant à la fois des actions planifiées et des réponses spontanées aux opportunités. Cette synchronisation n'est pas tant le fruit d'une stratégie délibérée que d'un ajustement constant entre différentes temporalités et modes d'action.

## TISSER DES ALLIANCES INSOLITES ET MAÎTRISER LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE ACTEURS

**Si chaque collectif ou association à des ressources mobilisables différentes et que les outils de luttes possibles ont des liens stratégiques dans le temps, alors les réseaux créés par la mobilisation amplifient la portée et l'efficacité des actions entreprises.**

*« Les organisations savent respectivement comment les autres travaillent, sur quoi on est bon, sur quoi on est moins bon, et on sait aussi quelles sont nos lignes rouges et nos cœurs de métier d'un point de vue politique [...] c'est-à-dire qu'on sait très bien quelles sont nos complémentarités et on sait aussi à quoi il faut faire attention et quelles sont, on va dire, les zones de compatibilité. »*



## LE CAS DES ÉLU-E-S, UNE ALLIANCE QUI NE VA PAS DE SOI :

L'alliance avec des élu-e-s locaux revient dans une minorité des cas étudiés, qu'elle soit volontaire ou de circonstance. 40% des collectifs mentionnent ainsi y recourir, par exemple via des parlementaires pour donner un écho national à leur lutte (méga-sucrierie à Moulineaux), ou des élu-e-s locaux ayant un intérêt à appuyer la lutte (élu-e-s autonomistes basques aux barthes de Mouguerre).

Les collectifs citent régulièrement l'argument de la cohérence politique locale, arrivant à convaincre des élu-e-s locaux au regard de leurs décisions précédentes : par exemple, une agglomération qui portait un projet d'atoll de surf artificiel sur le lac du Bourget en Savoie et qui en parallèle candidait au label UNESCO «Man and Biosphere».



Mieux, les collectifs jouent régulièrement des rivalités verticales et horizontales entre les échelons de décision. Des élu-e-s locaux non consulté-e-s seront par principe plus disposé-e-s à refuser tel projet qui s'impose à elle et eux, que ce soit par l'Etat (dans le cas de l'enfouissement des déchets nucléaires à Berry) ou un maire qui n'a pas consulté sa majorité (dans le cas du vélodrome de La Roche-sur-Foron). Dans ce dernier cas, en leur fournissant des arguments techniques et factuels, le collectif a directement donné aux élu-e-s les moyens de justifier une opposition qu'ils n'osaient pas exprimer.

## LE TRAVAIL DE COALITIONS, INDISPENSABLE POUR DÉVELOPPER LA LUTTE :

Pour les collectifs, il s'agit sur le temps long de faire un travail de coordination entre ses différentes composantes afin de maintenir « une volonté du plus grand nombre de faire en sorte que même quand il y a eu un problème, le problème n'a pas été diviseur ».

La formation initiale des coalitions suit généralement deux modèles distincts mais non exclusifs :

- Le premier, que nous qualifierons « **d'opportuniste-tactique** », se caractérise par la recherche pragmatique d'alliés disposant de ressources complémentaires. Par exemple, le cas de la méga scierie de Lannemezan où l'alliance avec la CGT a tout de suite permis un saut logistique pour le collectif qui s'est retrouvé avec un local et du matériel lui permettant d'envisager des grandes manifestations.
- Le second modèle, que nous nommerons « **affinitaire-idéologique** », se fonde sur des proximités politiques et des visions partagées de la lutte.

Par exemple, la mobilisation contre l'implantation du golf à Fontiers, où « on essaye de faire le lien avec la question de l'appropriation capitaliste ». Cette articulation entre enjeux environnementaux et sociaux a permis de mobiliser des acteurs variés comme la CGT, la confédération paysanne, où les partis politiques (LFI et EELV).





**Ces alliances peuvent-être des « surprises » qui vont pouvoir apporter beaucoup à la lutte.**

Comme dans le cas du méthaniseur de Corcoué où l'étude de terrain imprévue d'un étudiant en sociologie va montrer que le projet reposait sur une forme de bluff, et qu'une partie des agriculteurs censément concernés ne l'étaient pas ou n'étaient pas spécialement pour. Dans un autre cas, celui du projet rebaptisé « D-Day Land » en Normandie, la mobilisation d'abord locale s'est trouvée renforcée par les réseaux de militaires et vétérans jusqu'à l'international, qui ont noyé la région Normandie de lettres indignées par l'instrumentalisation de la guerre pour une attraction touristique.

**Ces liens se voient renforcés dans les moments forts des occupations ou des mobilisations collectives :** les organisations appellent en renfort leurs réseaux au-delà du territoire, chaque tendance de la lutte vient apporter du soutien, matériel, juridique, de présence, ... et un effort particulier est fait de pédagogie sur place avec des balades naturalistes explicatives ou des débats de fond.

**Au-delà des résultats immédiats, les coalitions produisent des effets durables sur le territoire et les acteurs impliqués.** Elles créent des réseaux de solidarité qui peuvent être réactivés pour d'autres luttes et contribuent à la diffusion des savoir-faire militants - même si les collectifs peinent parfois à maintenir la dynamique de coalition une fois l'objectif initial atteint.

**Les coalitions qui perdurent sont celles qui parviennent à structurer leurs relations,** à organiser des démarches d'éducation populaire internes tout en maintenant une souplesse d'action. À Fessenheim, la création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) a fourni un cadre institutionnel aux interactions entre les différents acteurs, tout en permettant le maintien d'actions plus contestataire.



**En résumé : Les luttes étudiés mobilisent une pluralité de tactiques permettant d'être présents sur plusieurs fronts. Ces tactiques sont interdépendantes, dynamiques, et ajustées en fonction des besoins, sans forcément qu'elles soient stratégisées comme tel.**



# AU-DELÀ DE LA VICTOIRE : L'ÉMERGENCE D'UN RÉSEAU DÉCENTRALISÉ D'ENTRAIDE



Dans le contexte des luttes environnementales locales, la notion de "victoire" mérite d'être interrogée tant elle revêt des significations multiples et parfois ambivalentes. Cette partie se consacre aux différentes dimensions de la victoire, à ses débouchés ainsi que ses limites, à la fois sur les individus, les territoires, et les collectifs ou réseaux de coalitions.

## UNE VICTOIRE QUI EN CONTIENT PLUSIEURS

### UNE VICTOIRE PONCTUELLE QUI NE SUFFIT PAS

Un premier constat émerge de notre analyse : **la victoire n'est jamais totale ni définitive, et elle diffère selon l'impact potentiel sur la personne.** Si les collectifs obtiennent souvent gain de cause sur leur revendication principale - l'abandon du projet contesté - **ils expriment généralement une forme de vigilance persistante.** Les militant-e-s expriment une forme de prudence, voire de méfiance, quant à la pérennité de leurs succès. Comme l'explique une militante : « *En fonction des virages, du flux, du reflux et au gré de l'histoire, on a toujours une épée de Damoclès au-dessus de la tête. On ne sait jamais si ça peut revenir ou pas. Et on voit que quand il y a un projet qui est enterré, il y en a deux autres aussi bêtes qui voient le jour. Donc, c'est compliqué, c'est sans fin* ».

**Cette conscience aiguë de la réversibilité potentielle des acquis conduit les collectifs à maintenir une forme de veille, même après l'obtention d'une « victoire ».**

Mais fêter la victoire est en soi un moment de la lutte. À La Clusaz, la fête organisée après la victoire a rassemblé « 300 [personnes] dans ce petit bout de forêt », créant un « très, très gros moment de joie et d'émotion pour tout le monde ». Malheureusement, la victoire et sa célébration sont souvent écourtées du fait d'un agenda militant serré, de l'existence d'une multitude de luttes sur le territoire ou au sein des coalitions dans lesquelles se sont inscrits les collectifs en lutte.

Par exemple, le projet de l'A69 mobilise en continu des/les collectifs d'Occitanie, et des combats thématiques comme les méthaniseurs et les fermes-usines sont poursuivis à des échelles plus larges.

**C'est donc bien parce que les luttes espèrent un changement structurel que la victoire peut avoir un goût amer ou éphémère.** À La Clusaz, un militant constate qu'on « ne peut pas dire que concrètement, sur le terrain, ça a produit quelque chose. [au delà de l'abandon] » Cette limite reflète la difficulté à transformer partout les politiques territoriales et étatiques au-delà du blocage ponctuel d'un projet. Mais les lignes politiques globales du territoire ont bougé malgré tout, par l'existence même des collectifs.



Certaines victoires, exceptionnellement, peuvent permettre l'émergence de projets alternatifs plus en phase avec les aspirations locales. À Caluire, la lutte contre le centre commercial Terre des Lièvres a débouché sur un projet de ferme pédagogique. La première victoire a été l'abandon du projet commercial initial, mais l'aspect le plus significatif est la manière dont les alternatives proposées par le collectif ont progressive-

ment été intégrées dans les politiques publiques.

« toutes les listes aux dernières élections municipales qui se présentaient, à une exception près, elles ont repris le projet de faire de l'agroécologie sur la Terre des Lièvres.

*Y compris la liste soutenue par Les Républicains qui l'a mis dans son programme. »*

Cette reprise politique des alternatives proposées marque un changement profond dans l'aménagement du territoire. Le site est passé d'une vocation commerciale à une vocation agricole et pédagogique : « *aujourd'hui, on a une ferme pédagogique sur la Terre des Lièvres qui est en train d'être mise en place à Caluire [...] tout ce qu'on proposait, aujourd'hui, c'est réalisé. Grosso modo.* »

## NOS LUTTES EN HÉRITAGE

Les entretiens soulignent l'importance des structures associatives de long terme. L'expérience des luttes passées permet d'abord d'installer une vigilance active sur son propre territoire, mais aussi les territoires voisins.



Au Pays-Basque, une lutte contre l'ouverture d'une mine d'or n'a duré que trois ans (ce qui est particulièrement rare dans le secteur minier) parce que le collectif s'est appuyé sur un lanceur d'alerte breton, et sur une association locale préexistante.

Comme l'explique une militante du Pays Basque : « C'est le Collectif de Bretagne [Douar didoull, qui veut dire "la terre sans trou"] qui nous ont envoyé un mail [...] Ils se sont dit 'faut qu'on prévienne les autres parce que les autres régions vont se faire avoir' [...] Nous, on surveillait même pas les mines dans le Pays Basque ». Cette vigilance partagée se traduit notamment par la surveillance des procédures administratives et la capacité à décrypter les intentions réelles derrière les annonces officielles.

Localement, le CADE (Collectif de Défense de l'Environnement), actif depuis les années 90 autour de la lutte contre la LGV, a fourni un cadre organisationnel et une expertise cruciale. Comme le souligne la militante basque : « Le CADE avait mis un début de trésorerie [...] S'il y avait eu besoin de faire un recours en justice, le CADE pouvait le faire ». Cette capacité à mobiliser rapidement des ressources, même modestes, est souvent déterminante dans les premiers temps d'une mobilisation.

**De la victoire émergent des collectifs, qui n'existaient pas avant, pour lutter contre d'autres projets sur des thématiques plus globales.** Tout le travail qui amène la victoire permet d'acquérir d'autres expertises partageables et de s'impliquer dans d'autres luttes thématiquement ou géographiquement semblables.

« L'idée maintenant pour nous, quelle que soit l'issue du Golf, c'est de continuer à porter l'éducation populaire, garder vivant la culture politique, et de maintenir une action citoyenne sur le territoire **pour créer du lien et puis pour pouvoir disons rêver le territoire ensemble** ».

Les militants contre le centre commercial de la Terres des Lièvres évoquent ainsi la création d'un nouveau collectif « Stop Artificialisation » qui travaille sur l'application de la loi Zéro Artificialisation Nette.

**La création d'outils de transmission, comme la BD sur la lutte Oxylane ou à Brétignolles,** participe également à cette capitalisation : « Il y avait eu cette construction d'une expertise de fou. Comment on la partage ? En fait pour gagner du temps pour les autres, et que les trucs à décortiquer ne se refassent pas encore ». Ainsi que la transmission de finances devenues superflues après la victoire comme pour le collectif Stop Terra 2 qui, une fois les procédures juridiques terminées, a « décidé d'utiliser cet argent pour soutenir financièrement d'autres actions militantes ou luttes locales ». Dans ces divers cas, l'héritage de la victoire est une accélération pour les luttes alentours et celles prêtes à se lancer.



# DÉPLACER LA VICTOIRE ET CONSTRUIRE DES TERRITOIRES EN RÉSISTANCE

## TRANSFORMER LA LUTTE PAR LA VICTOIRE

Pour de nombreux militants, l'engagement dans ces luttes et leur succès constituent des expériences profondément transformatrices : « Arriver à se sortir de cette pensée unique, je trouve que c'est une ouverture incroyable. Ça permet vraiment d'envisager le possible quand on fait ça. » Ces transformations s'opèrent notamment à travers la création de liens nouveaux et inattendus entre différents acteurs.

Un militant de La Clusaz souligne ainsi l'importance de « développer des amitiés avec des personnes qu'on aurait pas rencontrées s'il n'y avait pas de lutte. » Ces nouvelles relations contribuent à reconfigurer les rapports sociaux sur le territoire et à créer des solidarités durables, fondées sur la confiance en la force de mobilisation commune.

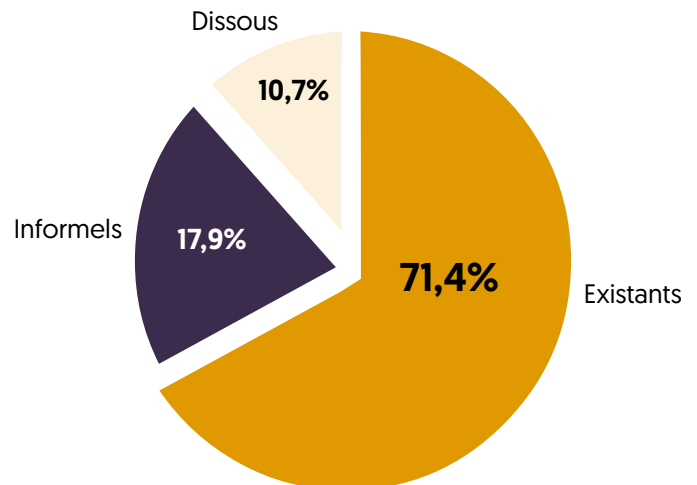
Plus fondamentalement, ces luttes contribuent à la construction d'une expertise citoyenne sur les territoires. Cette expertise combine savoirs locaux, compétences techniques et compréhension des procédures administratives. Au-delà des connaissances accumulées, c'est toute une capacité d'analyse et d'action qui se développe.

L'un des héritages majeurs de ces victoires réside donc dans la transformation et le renforcement des réseaux militants. Les victoires obtenues par les divers collectifs et associations s'inscrivent dans une dynamique plus large de mise en réseau des luttes territoriales.

Ces expériences, loin d'être isolées, illustrent comment la transmission des savoirs et des stratégies entre territoires permet de renforcer l'efficacité des résistances locales face aux projets industriels d'envergure.

Ce graphique montre qu'après leur formation, la majorité des collectifs ou associations (71.4%) continuent d'exister formellement, tandis que 17.9% deviennent informels et 10.7% sont complètement dissous.

### SUITE DU COLLECTIF / ASSOCIATION



« Même si la tâche paraissait énorme, quelques citoyen-n-e-s peuvent enrayer voir faire annuler des projets, des énormes projets, face à des multinationales. Il faut pas désespérer de l'énergie que peut déployer un groupe de quelques citoyens, enfin quelques dizaines, centaines au grand maximum »



## DE LA DISSUASION À LA RÉSISTANCE TERRITORIALE

Ainsi la victoire a aussi un effet d'entraînement important, d'inspiration, d'émulation mais aussi de dissuasion. Le succès de la lutte contre Bridor par exemple « envoie un message aux élus locaux qu'il y a toujours des citoyen-nes pour se monter [...] les gens maintenant n'hésitent plus à se mettre en collectif puisqu'ils voient que potentiellement ça peut fonctionner. » Cet effet de dissuasion est ressenti par plusieurs collectifs, affirmant savoir « [...] même qu'il y a 1 ou 2 centrales où les maires ont abandonné le projet parce qu'ils se sont dit « on veut pas de bazar ».

Cette force de dissuasion est une conséquence directe du réseau et de l'entraide qui se construit autour des collectifs au lendemain de la victoire. C'est le cas à Corcoué, qui a épaulé à Chaumont en Haute Marne un collectif luttant contre un projet similaire de méthaniseur XXL mais aussi à Langoëlan, où la lutte a donné naissance au collectif « Morbihan contre les fermes usines » qui s'est ensuite élargi à « Bretagne contre les fermes usines ». Puis le collectif a participé à la fondation de la coalition nationale « Résistances aux Fermes Usines » illustrant comment une victoire locale peut servir de catalyseur pour des mobilisations plus larges.

L'exemple de la lutte sur la montagne de Lure illustre ce mécanisme, ainsi cette découverte de « sites industriels d'électricité 'verte' dans chaque village de la Montagne (E6) », a conduit à un important travail de mise en réseau à différentes échelles : Au local avec la création de collectifs dans chaque village concerné. À l'échelle du massif ensuite, avec une coordination entre tous ces collectifs locaux. Cette échelle permet d'avoir une vision d'ensemble de la transformation du territoire et de mutualiser les ressources et expertises. Enfin l'échelle régionale également, avec des connexions vers d'autres territoires voisins confrontés aux mêmes problématiques.

Cette mise en réseau multi-échelle aboutit à la création d'un inter-collectif regroupant une vingtaine d'organisations.

Puis le réseau s'est structuré au niveau national, avec le rattachement à la coordination Larzac, née à la suite du rassemblement des Résistantes en 2023, qui fédère 160 collectifs. Cette connexion nationale permet un partage d'expériences et de ressources : « on est 160 collectifs nationaux à se regrouper et argumenter nos recherches, nos informations, les articles. »



Cette mise en commun des moyens, expertises, et témoignages de lutte, liée à la confiance et la légitimité que la victoire procure conduit à la structuration de réseaux de résistances, que ceux-ci soient thématiques ou territoriaux.

### L'efficacité de ce réseau repose sur plusieurs

**éléments :** d'abord une complémentarité des compétences, avec certains collectifs plus axés sur l'expertise technique et juridique, d'autres sur la mobilisation citoyenne et la capacité à articuler ces modes d'actions, mais aussi un important travail de documentation et d'argumentation partagé entre tous les collectifs : « On a récupéré beaucoup de documents, beaucoup d'écriture de texte, on a un site internet où on a ces argumentaires, on a des cartes », et enfin le partage d'une histoire, d'un sujet ou d'un territoire, et de moyens mis en commun qu'ils soient de l'ordre matériel ou immatériel.

# CONCLUSION

La victoire est manifestement une notion contrastée quoique majoritairement réappropriée par les collectifs rencontrés tout au long de notre analyse. Sans pouvoir édicter ici une recette de lutte victorieuse, ce qui n'a jamais été notre objectif, nous pouvons néanmoins conclure sur les points que partagent ces victoires.

## IL N'Y A PAS DE VICTOIRE SOLITAIRE :

Les collectifs lors de la construction de leur lutte ont activement cherché des alliés, que les liens qu'ils nouent soient de nature fonctionnelle, sur des sujets très précis, ou des alliances politiques plus larges avec des groupes militants. **Ces alliances en elles-mêmes supposent un travail lourd et sont déjà une victoire**, celle d'une composition à l'échelle territoriale qui va rarement de soi. Ce soin apporté à composer, se retrouve aussi à l'intérieur des collectifs, afin de maintenir un lien sur la durée qui permet de travailler en bon entente.

## LA STRUCTURATION ET LA DIVISION DES TÂCHES EST ESSENTIELLES :

Car le travail est colossal à abattre ! Les collectifs que nous avons interviewés sont, dans l'immense majorité, devenus de réels experts de leur sujet, ils ont su prouver les aspects désuets du projet, son absurdité, son aspect colonisateur et ont mis à jour les tromperies de Goliath. Si l'expertise et sa diffusion semblent la pierre angulaire de la lutte, elle s'accompagne toujours d'une multitude d'autres actions, les recours juridiques, les mobilisations, la communication, les pétitions : **la fa-  
meuse diversité des tactiques.**

## LA SYNCHRONISATION DES TACTIQUES :

Nous observons que les collectifs vont au-delà et composent avec l'existant pour que les tactiques soient le mieux synchronisées ensemble dans le temps.

Pour que cela marche, les diverses composantes de la lutte et leurs actions se doivent d'être bien sûr complémentaires mais aussi au service les unes des autres pour que chacune soit le plus impactante possible. Cette synchronisation n'est pas une partition parfaitement réglée à l'avance, elle émane d'un dialogue fluide entre les acteur.rices de la lutte et de la capacité de réaction d'un groupe soudé de coordination mais aussi parfois de la chance, de l'opportunité et de l'ingéniosité dont font preuve les collectifs. C'est cette synchronisation fluide qui d'après notre analyse est souvent déterminante dans la victoire.

## UNE TRANSFORMATION HUMAINE PROFONDE :

**La victoire obtenue n'est pas vécue uniformément par les collectifs :** certains la fêtent, d'autres se lancent directement dans une lutte amie. Mais tous ont obtenu des victoires incidentes, une expérience forte et largement partageable, des réseaux plus solides, parfois des changements profonds du territoire, une forme de légitimité, ou simplement la profonde conviction qu'il est possible de gagner face à Goliath. Pour certains des collectifs interrogés ces effets de la victoire sont profondément structurants pour le territoire, ils sont les prémices d'une résistance locale qui inclut des outils en commun, des réseaux d'acteur.rices complémentaires, la multiplication de collectifs liés aux problématiques du territoire.

## LA SUITE DE LA LUTTE :

C'est en cela et non seulement par l'abandon d'un projet que la lutte est une victoire. Non seulement sur ces territoires le mouvement social que constitue les collectifs ne s'ignore plus, mais il a conscience qu'il peut renverser Goliath, que les moyens matériels mais surtout immatériels qu'il a acquis durant la lutte sont un héritage précieux à partager pour renforcer les réseaux de luttes et transformer durablement le territoire.



# QUAND LA LUTTE L'EMPORTE

UNE DÉCENNIE DE VICTOIRES DES LUTTES LOCALES CONTRE DES PROJETS IMPOSÉS ET POLLUANTS

# 162

→ = L'abandon du projet polluant contesté.

## VICTOIRES IDENTIFIÉES ENTRE 2014 ET 2024

Elles concernent tous les domaines d'infrastructures avec des dominantes.

SUR 42 CAS

70% des luttes ont abouti à une victoire complète (le projet a été abandonné et le collectif a revendiqué la victoire.)

14 000 HA de terres préservées soit 20 000 terrains de football

15 MDS€ (543 M par projet) de budget non dépensé

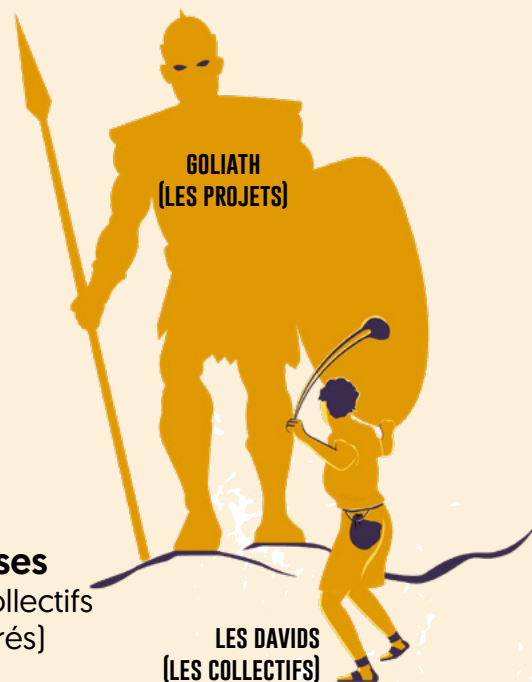


DES VICTOIRES GAGNÉES contre tous types d'acteurs (souvent un portage mixte).

## AVEZ-VOUS PU ÉTABLIR UN DIALOGUE AVEC LE PORTEUR DE PROJET ?

# 0

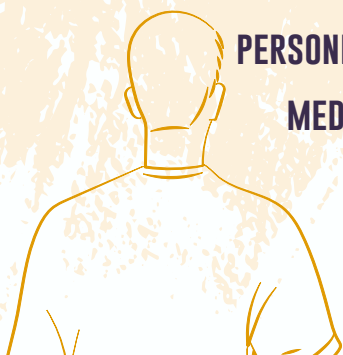
Réponses (dans les collectifs rencontrés)



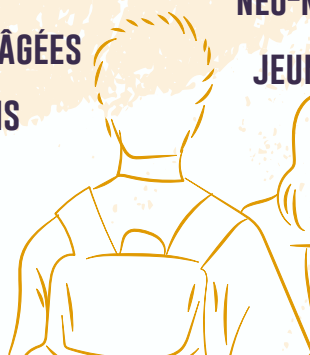
Il existe des mécanismes de minimisation des impacts, d'opacité entretenue voire de désinformation ainsi que des failles dans les dossiers, vus comme "bâclés, tronqués ou faussés" par les collectifs.

## DE NOUVEAUX COLLECTIFS

Crés pour l'occasion (se structurent souvent en associations), très hétéroclites, ils adoptent spontanément des fonctionnements horizontaux, démocratique et apertisans.



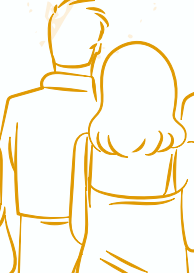
PERSONNES ÂGÉES  
MEDECINS



NÉO-MILITANT-ES  
JEUNES



PAYSAN-NES ET OUVRIER-ÈRES



CSP+



# COMMENT LES LUTTES ÉTUDIÉES ONT-ELLES GAGNÉ ?

CONVIVIALITÉ

CADRES DE CONFIANCE

BIENVEILLANCE



**S'ADAPTER** FACE AUX STRATÉGIES DE L'ADVERSAIRE (LES PROJETS)

**PRENDRE SOIN** DANS LE COLLECTIF POUR ÉVITER L'ÉPUISEMENT MILITANT

**CONSTRUIRE UN ARGUMENTAIRE EXHAUSTIF ET EXPERT CONTRE LES PROJETS**



La montée en compétences des collectifs est une victoire en soi, qui transforme durablement les capacités d'action collective des habitant-es.

**DIVERSIFIER ET SYNCHRONISER SES STRATÉGIES CONTRE LES PROJETS**

Les ressources mobilisables sont variables et cumulables :



CONTRE-ARGUMENTAIRE

PÉTITIONS



MÉDIATISATION

RECOURS

HAPPENING

JURIDIQUES

ENQUÊTES



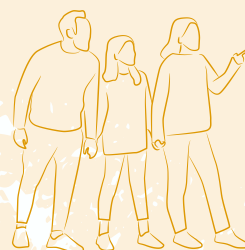
MOBILISATIONS

OCCUPATION



**COLLABORER AVEC DE MULTIPLES ACTEURS**

La mise en réseau est cruciale : la collaboration entre les acteur-ices du territoire permet les victoires et leur longévité dans le temps.



**PÉRENNISER LA VICTOIRE**

Sur ces territoires de luttes se créent des solidarités et des continuités que ce soit à travers des collectifs ou des moyens matériels déployés et hérités .

Les victoires légitiment les visions alternatives du territoire et en rendant crédibles les oppositions.





Terres de Luttés s'oppose à la bétonisation de nos terres, bradées au profit d'extension d'aéroports, d'entrepôts ou autres centres commerciaux. Nous souhaitons voir gagner tous les collectifs qui luttent contre ces projets imposés et polluants en France. Nous les épaulons dans le développement de leurs luttes en leur proposant des formations (communication, juridique, financier...), en créant des liens inter-luttés et en soutenant l'émergence d'un nouveau récit : celui d'un monde juste et soutenable défendu par ses habitant-e-s.



**Auteur-ices :** Gaëtan Renaud, Chloé Gerbier, Victor Vauquois

**Mise en page / Infographie :** Edouard Marchal / edouardmarchal.fr

**Photos :** Zone à Défendre de Notre Dame des Landes, Chartreuse Occupée, Sauvons La Terre Des Lièvres, Les soulèvements de la terre, Bassines non merci, Elzeard, Lure en résistance, D-Day land, Ordequestion, Bizi, nona45, l'Eau qui mord, wikimedia, rawpixel, sortirdunucleaire, Lure en resistance, Collectif Vigilance Méthanisation Corcoué, librinform74, Stopmines 87, Montagne Noire Avenir, Bretagne Contre Les Fermes-Usines, Lorène Lavocat / Reporterre, Coordination des Opposants à l'A45.